

L'Algérie doit tirer les leçons des révoltes arabes

Le monde arabe est toujours en pleine turbulence. La contestation ne doit pas grand-chose à l'islamisme qui nous avait habitués à être en tête du mouvement cette dernière décennie. Cette contestation populaire n'en reste pas moins violente et déterminée, occupant la rue, par définition très difficile à gérer. Les causes immédiates de la révolte ont été faciles à identifier par l'ensemble des observateurs et analystes : ici c'est la hausse des prix des produits de première nécessité ; là c'est le chômage de longue durée qui frappe la jeunesse, là encore c'est la «chasse policière» aux «petits boulots» de survie pour les jeunes, il y a enfin aussi la «hogra» d'une bureaucratie d'Etat qui écrase tous ceux qui n'ont que «leurs yeux pour pleurer». Mais toutes ces causes ne sont que des mises à feu de bombes qui ont été en fait fabriquées par des années de gouvernance autoritariste pour ne pas dire autocratique de gestion patrimoniale des biens de l'Etat, de myopie et de surdité aux souffrances de la société de la part des pouvoirs en place de la dilapidation de patrimoines publics et de corruption. Les peuples arabes ne se contentent plus, aujourd'hui, de revendications alimentaires ou d'amélioration de leur pouvoir d'achat même s'ils souffrent toujours de ces problèmes. Aujourd'hui, la contestation est de nature politique, et il faut insister sur ce point, encore une fois, sans le leadership islamiste. C'est le système politique en œuvre depuis des décennies qui est rejeté par les peuples en révolte qui semblent avoir bien compris que sans la démocratie, sans les libertés publiques, ils n'obtiendront rien d'un régime politique prédateur et cleptomane. Plusieurs analystes ont mis en avant le rôle qu'auraient joué les Occidentaux dans la chute du régime de Ben Ali et dans les fortes secousses qui ont produit le «dégagement» de Moubarak. A la tête de ces pays occidentaux, les USA qui auraient «une feuille de route» pour la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et sa recomposition politique. Bien que cette appréciation ne soit pas totalement fausse, on ne peut pas laisser croire que les soulèvements popu-

lares auxquels on a assisté seraient télé-guidés et répondraient à une commande des USA. Que ces derniers aient pris la juste mesure de ces événements et de la colère populaire uniques dans la région et qu'ils y inscrivent leur nouvelle diplomatie, fort probablement. Mais ces contestations restent des phénomènes internes, propres aux peuples de la région. Et comme le disait le leader chinois Mao Tse Toung : «La cause externe ne joue que par l'intermédiaire de la cause interne. Appliquée à une pierre, une quantité de chaleur ne produit rien. Appliquée à un œuf, elle donne un poussin.» Il faut bien relever que dans la liste des besoins fondamentaux à satisfaire, les peuples en révolte ont aujourd'hui ajouté la démocratie qui émerge à présent pour eux comme la clé pour la résorption des autres souffrances (alimentation, santé, pouvoir d'achat...). C'est en ayant droit à la parole, en ayant droit à de vraies élections qui leur permettent de choisir leurs représentants, en ayant droit au suivi, pour ne pas dire au contrôle des actions de ceux qui sont censés représenter leurs intérêts, que les peuples peuvent voir leurs énormes difficultés se résoudre progressivement. Tout cela, les rues arabes l'ont compris même si elles ne sont pas toujours capables de l'exprimer dans un langage de politologue ! Qui a donc dit que les jeunes des pays arabes ne sont capables que d'un «chahut de gamins» ? !

Les leçons à tirer des soulèvements populaires de Tunisie et d'Egypte

Bien que des analyses sérieuses restent encore à faire, les soulèvements populaires de Tunisie et d'Egypte rappellent quelques acquis que la sociologie politique a permis d'établir et sur lesquels il y a peu de réserves.

On peut en rappeler ici, au moins cinq :

- 1) L'Etat qui sous l'emprise d'un homme veut gérer seul par sa seule bureaucratie, la société verse inévitablement dans le «tout-sécuritaire» qui produit les effets inverses de ceux qu'ils visent :
- a) fracture sociale

- b) désordre
- c) violence
- Le face-à-face bureaucratie d'Etat-population sans intermédiation institutionnalisée débouche irrémédiablement sur la rue.

• 2) Un Etat fort est un Etat légitime qui a confiance en son peuple, qui s'appuie sur son peuple pour gérer la société. C'est en faisant de chaque citoyen un membre actif de l'Etat en lui donnant accès aux fonctions et aux services qui l'intéressent le plus, qu'on l'attachera le plus à l'indépendance du pays» Thomas Jefferson. Ce qui a fait tomber Saddam Hussein et son régime politique, c'est certes l'agression armée que lui a infligée Bush mais c'est aussi la désaffection de son peuple vis-à-vis d'un régime pourri et sanguinaire qu'il a mis en place pour gérer la société irakienne. Seul le peuple irakien aurait pu défendre l'Etat avec efficacité si celui-ci était légitime.

• 3) La gestion de la société, la gouvernance comme on dit aujourd'hui, ne peut pas se faire sans rupture en l'absence d'institutions fortes : syndicats, partis politiques, structures de régulation, mouvement associatif, qui remplissent l'importante fonction d'intermédiation entre les pouvoirs publics et la population dans ses diverses composantes.

• 4) Les problèmes politiques ne sont pas solubles dans l'économie. Ils ont leur propre logique et doivent faire l'objet de traitement spécifique. La croissance économique elle-même se heurte tôt ou tard au déficit de démocratie, de délibérations, de dialogue social.

• 5) La démocratie est un besoin social fondamental. C'est l'Etat de droit et «le remède à une démocratie malade, c'est encore plus de démocratie» (Thomas Jefferson). Mais «la liberté des uns s'arrête là où commence la liberté des autres».

Et l'Algérie dans tout cela ?

Notre pays connaît depuis quelques années des colères populaires, des contestations violentes, des émeutes dont les moins radicales ne sont certainement pas celles qu'on a connues en ce début

d'année avec la révolte de la jeunesse qui a concerné toutes les régions du pays. Ces mouvements de contestation doivent être lus comme un révélateur de problèmes sociaux certes mais pas seulement. Ce sont aussi des révélateurs d'une gestion politique de la société qui n'emporte nullement l'adhésion des Algériens ni plus singulièrement encore celle de la jeunesse. La colère des Algériens est d'autant plus forte que le pays dispose d'un ensemble d'institutions en mesure d'assurer une transition démocratique pacifique. Pourquoi donc l'Etat gèle-t-il toutes ces institutions de délibérations, de dialogue, de participation à la vie politique du pays ? Et qu'on ne nous sorte plus l'épouvantail de l'islamisme politique, les Algériens ont suffisamment payé pour le réduire considérablement et ont largement démontré qu'ils n'en voulaient pas !

Que constatons-nous ?

1) Le pluralisme syndical est reconnu dans le droit, refusé dans les faits. Il revitaliserait pourtant d'une manière bien utile le dialogue social, la démocratie sociale.

2) La tripartite est bien là mais elle fonctionne comme appendice du gouvernement et ne délibère dans les faits sur aucun dossier économique et social, la délibération étant pourtant un lieu de confrontation des avis et de construction élaborée de consensus, pourquoi ne pas l'élargir à tous les syndicats et l'institutionnaliser ?

3) Le Conseil national économique et social existe, dispose d'un budget mais n'a toujours pas été renouvelé et ne reçoit pratiquement pas de saisine. L'urgence est à sa revitalisation car c'est là une formidable tribune de délibération, d'échanges, de débats, de réflexion sur les questions économiques et sociales qui intéressent la nation. Il faut rappeler que cette instance réunit représentants de l'Etat, syndicats, patronat, experts. Bel espace de fonctionnement d'une démocratie de négociation qui permettrait une application des politiques publiques plus consensuelles.

4) Les conseils de l'éducation, de la

Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

jeunesse, de l'information ont existé et ont permis des débats sur des dossiers cruciaux, même s'ils avaient besoin d'être dynamisés et d'être plus représentatifs. Pourquoi les avoir supprimés ?

5) Le Conseil national de l'énergie permet un élargissement de la réflexion sur la politique énergétique du pays, question cruciale s'il en est et donc d'éviter les erreurs que pourrait commettre l'administration en charge du secteur. Pourquoi ne fonctionne-t-il pas ?

Le mouvement associatif est reconnu légalement. Il est réglementé. Mais il fonctionne de manière anarchique, ne dispose pas de moyens, est laissé à son propre sort et a une vie végétative. Il y a pourtant là un formidable outil d'aide à la société pour se prendre elle-même en charge, un outil de développement du civisme et de construction de la citoyenneté.

Pourquoi donc toutes ces institutions ne se sont-elles pas réveillées, remises au travail, laissées fonctionner sans immixtion ?

La révision de la Constitution que va prendre en charge la nouvelle APN est une occasion offerte pour corriger tout cela. Libérer la parole, refaire fonctionner les institutions existantes en les démocratisant, revitaliser société politique et société civile, avancer sur les deux jambes et engager sérieusement avec détermination la transition démocratique dans notre pays, une «démocratie forte», comme la qualifie le politologue américain Benjamin R. Barber, c'est-à-dire une démocratie enracinée dans la société profonde. Oui, nous pouvons le faire en Algérie. Mais encore une fois, nous craignons fort que la montagne ne fera que nous renvoyer nos propres échos ! Il faut alors bien mesurer le risque de faire de la transition démocratique, qui est inéluctable et qui est inscrite dans l'histoire, un processus violent et socialement coûteux.

A. B.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Leur santé n'a pas de prix !

Amar Ghoul. Il est entré au MSP par la grande porte. Il en sort par là...

... trémie !

L'ancien président de la République Chadli Bendjedid serait soigné en ce moment en France, dans l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Normal pour un ancien militaire, diront les gens normaux. A-t-il été installé dans la chambre qu'avait occupée avant-lui Abdekka se demanderont alors les gens moins normaux, ceux connus pour faire des malheurs inavouables aux mouches ? Je ne suis pas du genre à torturer les mouches, et donc la question de savoir si Chadli occupe la même chambre que Boutef' ne m'intéresse pas, sauf bien sûr si j'apprends qu'entre les deux hospitalisations, les services en charge de la literie dans ce grand hôpital n'ont pas changé les draps, expliquant leur geste inamical par le fait que la Cnas n'aurait pas honoré ses dettes. Ce n'est pas le cas, puisqu'au jour d'aujourd'hui, ni Abdekka, ni Chadli ni la Cnas, encore moins Chab Mami ne se sont plaints que l'Algérie soit dans de beaux draps. En vérité, et une fois ces questions périphériques évacuées, il reste le fond du problème. Des citoyens d'origine algérienne, résidant en France et ayant appris l'hospitalisation de Bendjedid au Val ont décidé de manifester devant cet hosto afin de dénoncer une santé à deux vitesses en Algérie, celle qui per-

met aux nantis du régime de se soigner dans de vrais hôpitaux, et celle qui autorise les autres, tous les autres à «mourir définitivement» dans de vrais cimetières ouverts et accueillants. Ma question est donc celle-là : pourquoi peut-on organiser un tel rassemblement de citoyens en colère en France, et pas en Algérie ? Bien évidemment, la première des réponses qui vient à l'esprit, du moins pour ceux ayant un minimum de connaissances architecturales, c'est que le Val-de-Grâce est construit à Paris et pas à Alger ou à Khemis El Khechna. Logique ! Mais ce n'est pas la seule raison. Il en existe d'autres. Ainsi, en Algérie, il est strictement interdit de manifester devant un hôpital. On peut manifester et tenir sit-in dans un hôpital, à l'intérieur, comme l'ont fait et comptent encore le faire les médecins et les paramédicaux toutes tendances confondues, mais pas à l'extérieur. Et que risque-t-on si l'on enfreint cette règle non écrite et cet interdit kablien ? Oh ! Pas grand-chose ! On peut juste se voir gentiment invité par les responsables valides de ce pays, ceux qui n'ont pas encore tout à fait besoin de se soigner dans l'immédiat au Val-de-Grâce d'aller faire une visite dans les cimetières ouverts et accueillants du vaste pays. Une contrée où se soigner, de nos jours, peut vous rapprocher près, très près, très très près de Dieu. Soubhanou ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

En plus de votre
numéro perso il y a

VER20



COMPOSEZ
*727#

VOTRE 2^{ÈME} NUMÉRO
POUR 100 DA /SEMAINE*

Profitez du service VERSO de Djezzy.

Bénéficiez** d'une location temporaire d'un deuxième numéro sans l'achat d'une nouvelle carte SIM.

* 100**/semaine, 230**/mois

**Offre valable pour les lignes individuelles personnelles.



L'Algérie تجش

www.facebook.com/djezzy